

Nombre de Membres

Afférents au Conseil Municipal	En Exercice	qui ont pris part à la délibération
19	19	17

Date de la Convocation

24 janvier 2014

Date d'Affichage

24 janvier 2014

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE B R E N S

Séance du 30 janvier 2014

L'an deux mille quatorze et le trente janvier à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Michel TERRAL, Maire.

Présents :

M. Michel TERRAL, Maire
M. ANENTO, Mme METGE, Mrs TERRASSIE, FABRE, Adjoints.
Mrs MOSTARDI, VINCELOT, DUREL, MANDIRAC, HERNANDEZ,
PUECH, PALMA, SALVADOR, Mme BODHUIN, Conseillers Municipaux.

Excusés : M. RIEUX.

M. DELPUECH qui a donné procuration à M. TERRAL.
Mme ITRAC qui a donné procuration à M. SALVADOR.
M GIRME qui a donné procuration à M. PUECH.

Absent : M. GARCIASecrétaire de Séance : M. ANENTO Emile.

**OBLIGATION DE DEPOT DE LA DECLARATION PREALABLE A
L'EDIFICATION D'UNE CLOTURE**

- Vu le Code général des collectivités territoriales,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune,
- Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article R 421-12 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme, et modifié par le Décret n°2011-1903 du 19 décembre 2011
- Vu le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour application de l'ordonnance susvisée,
- Vu le décret n°2007-817 du 11 mai 2007 et notamment son article 4 portant la date d'entrée en vigueur de la réforme des autorisations d'urbanisme au 1er octobre 2007,
- Considérant qu'à compter de cette date le dépôt d'une déclaration préalable à l'édification d'une clôture n'est plus systématiquement requis,
- Considérant que le conseil municipal peut décider de soumettre les clôtures à déclaration sur son territoire, en application du nouvel article R 421-12 du Code de l'urbanisme,

Instaurer la déclaration de clôture permettra au Maire de faire opposition à l'édification d'une clôture lorsque celle-ci ne respecte pas le plan local d'urbanisme ou si la clôture est incompatible avec une servitude d'utilité publique, de manière à éviter la multiplication de projets non conformes et le développement éventuel de contentieux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE** de soumettre l'édification des clôtures à une procédure de déclaration préalable sur l'ensemble du territoire communal.

Acte rendu exécutoire

après dépôt en
Préfecture

le 12/02/14

et publication ou
notification

du 12/02/14

REÇU LE POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME.
12 FEV. 2014
PREFECTURE DU TARN

Le Maire,
M. TERRAL



Nombre de Membres

Affiliés au Conseil Municipal	En Exercice	qui ont pris part à la délibération
19	19	17

Date de la Convocation

24 janvier 2014

Date d'Affichage

24 janvier 2014

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE B R E N S

Séance du 30 janvier 2014

L'an deux mille quatorze et le trente janvier à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Michel TERRAL, Maire.

Présents :

M. Michel TERRAL, Maire
M. ANENTO, Mme METGE, Mrs TERRASSIE, FABRE, Adjoints.
Mrs MOSTARDI, VINCELOT, DUREL, MANDIRAC, HERNANDEZ,
PUECH, PALMA, SALVADOR, Mme BODHUIN, Conseillers Municipaux.

Excusés : M. RIEUX.

M. DELPUECH qui a donné procuration à M. TERRAL.
Mme ITRAC qui a donné procuration à M. SALVADOR.
M GIRME qui a donné procuration à M. PUECH.

Absent : M. GARCIASecrétaire de Séance : M. ANENTO Emile.

**URBANISME : OBLIGATION DE DEPOT DU PERMIS DE DEMOLIR
SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL**

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales,**Vu** le Plan Local d'Urbanisme,**Vu** le Code de l'urbanisme et notamment son article R421-27 dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,**Vu** le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour application de l'ordonnance susvisée,**Vu** le décret n°2007-817 du 11 mai 2007 et notamment son article 4 portant la date d'entrée en vigueur de la réforme des autorisations d'urbanisme au 1^{er} octobre 2007,**Considérant** qu'à compter de cette date, le dépôt et l'obtention d'un permis de démolir ne seront plus systématiquement requis,**Considérant** que le conseil municipal peut décider d'instituer le permis de démolir sur son territoire, en application de l'article R 421-27 du code de l'urbanisme,**Vu** la délibération du Conseil Municipal du 07/11/2013 instituant l'obligation de dépôt du permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal,**Considérant** l'intérêt de maintenir cette procédure qui permet de garantir une bonne information sur l'évolution du bâti et la rénovation du cadre bâti de la Commune,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

DECIDE de maintenir l'obligation de dépôt du permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal pour tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction, en application de l'article R 421-27 du code de l'urbanisme.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME.

Le Maire,
M. TERRAL



Acte rendu exécutoire

après dépôt en
Préfecture

le 12/02/2014

et publication ou
notification

du 12/02/2014



Nombre de Membres

Affiliés au Conseil Municipal	En Exercice	qui ont pris part à la délibération
19	19	17

Date de la Convocation

24 janvier 2014

Date d'Affichage

24 janvier 2014

EXTRAIT DU REGISTRE

2014/4

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE DE B R E N S

Séance du 30 janvier 2014

L'an deux mille quatorze et le trente janvier à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Michel TERRAL, Maire.

Présents :

M. Michel TERRAL, Maire
M. ANENTO, Mme METGE, Mrs TERRASSIE, FABRE, Adjoints.
Mrs MOSTARDI, VINCELOT, DUREL, MANDIRAC, HERNANDEZ,
PUECH, PALMA, SALVADOR, Mme BODHUIN, Conseillers Municipaux.

Excusés : M. RIEUX.

M. DELPUECH qui a donné procuration à M. TERRAL.
Mme ITRAC qui a donné procuration à M. SALVADOR.
M GIRME qui a donné procuration à M. PUECH.

Absent : M. GARCIASecrétaire de Séance : M. ANENTO Emile.INSTITUTION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN

- Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre des principes d'aménagement,
- Vu la loi n° 2000-1208 en date du 13 décembre 2000 sur la solidarité et le renouvellement urbain,
- Vu la délibération en date du 30/01/2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,
- Vu l'article L211.1 du Code l'Urbanisme qui offre la possibilité aux communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé d'instituer, sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future telles qu'elles sont définies au PLU, un droit de préemption.

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement par l'acquisition de biens à l'occasion des mutations.

Considérant qu'il est important que la Commune de BRENS puisse maîtriser dans les meilleures conditions le développement de son territoire et particulièrement dans les zones urbaines et à urbaniser.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** d'instituer le Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones U (à savoir U1, U2, U3, U4, UX et UE) et AU (à savoir AU, AU0 et AUX0) du Plan Local d'Urbanisme, délimitées sur le plan de zonage.

- **PRECISE** que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est à dire aura fait l'objet d'un affichage en Mairie pendant 1 mois et d'une insertion dans un journal diffusé dans le département.

Le périmètre d'application du Droit de Préemption Urbain sera annexé au dossier du Plan Local d'Urbanisme conformément à l'article R.123.13-4 du Code de l'Urbanisme.

Commune de Brens

 L'ensemble du territoire communal est soumis au permis de démolir

